

Les indiens colombiens réclament la place qui leur revient



Des dizaines de milliers d'indiens colombiens marchent ce lundi dans différentes villes de ce pays sud-américain pour exiger le respect de leurs droits, la fin de la répression et la satisfaction de leurs revendications en faveur de l'application des accords de paix signés entre le gouvernement et les FARC-AP, les Forces Armées Révolutionnaires de libération de la Colombie-Armée du peuple ancienne organisation de guérilla devenue parti politique.

Le Conseil Régional Indigène du Cauca, l'une des organisations qui ont convoqué la marche, a relevé que malgré les propos de bonne volonté du président Juan Manuel Santos, la réalité est que les violations des droits fondamentaux de cette couche de la population sont de plus en plus graves et les autorités s'obstinent à criminaliser les revendications et à poursuivre ses leaders.

Une trentaine de dirigeants des communautés indiennes ont été assassinés depuis le début de l'année et la plupart de ces crimes restent impunis bien que les évidences démontrent qu'ils sont le fait de forces de l'ordre ou de bandes paramilitaires.

Dans une démonstration de courage civique, l'ALN, l'Armée de Libération Nationale qui, en ce moment maintient une trêve bilatérale avec le gouvernement colombien, a reconnu sa responsabilité concernant un incident complexe qui a causé la mort du gouverneur indien Aulio Isarama Forastero, dans le département du Choco.

Dans un communiqué, l'ALN a demandé pardon à ses proches et à toute la société colombienne et elle a assuré qu'en aucun moment, des ordres ont été donnés pour porter atteinte à l'intégrité physique de la victime.

En dehors de cette affaire déplorable, jusqu'à présent le silence entoure la mort d'autres dirigeants et leaders communautaires dont plusieurs avaient dénoncé le fait qu'ils avaient reçu des menaces de mort et pourtant les autorités n'avaient pris aucune mesure pour les protéger.

Luis Fernando Arias, conseiller de l'Organisation Nationale Indienne, a dénoncé qu'il existe un climat généralisé de violence systématique contre les communautés indiennes qui figurent parmi les principales victimes du long conflit armé qui dure depuis plus de 50 ans.

De grands groupes ont dû se déplacer de leurs lieux d'origine lorsque de gros propriétaires terriens, avec l'appui de milices armées irrégulières, se sont emparés de grandes étendues de terres très riches en raison de leur potentiel pour la production agricole ou l'exploitation de ressources minières.

De récentes tentatives de changer cette situation ont donné lieu à l'action violente de l'Escadron Mobile anti-émeutes qui, il y a quelques jours, a causé de graves blessures à des mineurs et à des femmes enceintes qui participaient à des manifestations pour réclamer des terres et du travail.

Dans le district de Coconuco, dans l'est du Cauca, l'Escadron Mobile anti-émeutes a tiré sur des habitants d'une communauté tuant la journaliste indienne Efigenia Vásquez, ce qui a fait augmenter l'indignation populaire.

Les marches qui ont lieu aujourd'hui ont but but de laisser un message clair : la paix ne sera pas possible en Colombie tant que les communautés indiennes seront victimes de la répression, de l'oubli ou du dépouillement de leur principale ressource, la terre.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/145901-les-indiens-colombiens-reclament-la-place-qui-leur-revient>



Radio Habana Cuba